

Pourquoi l'immigration ne coûte rien à l'économie

« Le taux de chômage augmente à très court terme mais au bout de 2 ou 3 ans, le marché du travail redevient ce qu'il était avant. » **Lionel RAGOT**, professeur d'économie à l'université de Paris Nanterre

0,76 % Quand on fait la différence entre taxes et transferts que les immigrés reçoivent ou payent, on arrive à un solde positif de 0,76 % du PIB.

UCL : un cycle de conférences sur la migration

« Regards croisés » est un cycle de conférences sur la migration lancé par l'Université catholique de Louvain (UCL), en partenariat avec *L'Avenir*.

Avant chacune d'elle, *L'Avenir* interroge les spécialistes qui y prendront la parole. Ce vendredi, la conférence aborde le thème de la migration, de l'emploi et de l'économie. Le rendez-

vous de ce mois est donné à 13 h 30 à l'auditoire SUD 08 sur le site de l'UCL à Louvain-la-Neuve.

Prochains rendez-vous :

- 21 avril 2017 : dynamiques familiales et migratoires : effets croisés.

- 12 mai 2017 : migrations, violence et santé.

« **L'immigration coûte cher à l'économie** ». Que ce soit aux élections américaines ou lors du Brexit, l'argument a beaucoup été utilisé. Les recherches prouvent le contraire.

● Marie-Laure MATHOT

Repas de famille. L'ambiance est bon enfant jusqu'au moment où tonton Michel lance LA conversation qui risque d'enflammer les débats : les étrangers. Et surtout, « les jobs qu'ils nous piquent » et « leurs allocations mirobolantes ». Pourquoi c'est faux ?

Ce vendredi, des experts de l'UCL, de l'ULB et de l'Université de Paris Nanterre viennent présenter leurs études à Louvain-la-Neuve sur le sujet. Les chiffres montrent le fossé qui existe entre perception et réalité.

Idée reçue : « Ils viennent nous piquer notre travail »

Réalité : Contrairement à ce que l'on peut penser, le marché de l'emploi n'est pas figé. Autrement dit, il n'y a pas un nombre d'emplois vacants fixe à se partager. « Dans la pratique, les immigrés consomment, commente Frédéric Doc-

quier, professeur d'économie à l'UCL. *En consommant, ils produisent des biens et services. Pour produire ces biens et services, il faut employer davantage de travailleurs. Si on a un afflux de main-d'œuvre meilleur marché, cela augmente les profits des entreprises. Cela peut créer de l'emploi via l'immigration. Pour toutes ces raisons, la demande de travail augmente.* »

À terme, l'immigration a donc un impact neutre sur le marché de l'emploi. Lionel Ragot, professeur d'économie à l'Université de Paris Nanterre prend les exemples des Cubains à Miami, des rapatriés algériens en France ou des juifs de Russie en Israël. « Le taux de chômage augmente à très court terme mais au bout de 2 ou 3 ans, le marché du travail redevient ce qu'il était avant. » Cela s'explique par le fait que le temps est le facteur central de l'insertion professionnelle des réfugiés (voir encadré).

En Belgique, le taux d'emploi des réfugiés qui viennent d'obtenir leur statut est de plus ou moins 20 %. « Si l'on calcule ce taux sur les 35 500 demandeurs d'asile arrivés en 2015, cela représente 0,10 % de la population active. C'est un impact très très faible », calcule Frédéric Docquier.

Et puis, les immigrés ne se retrouvent pas en concurrence directe avec les natifs, selon Lionel Ragot. « Ils n'occupent pas les mêmes postes. La part la plus importante des immigrés est peu qualifiée et occupe des tâches que les travailleurs européens, même peu qualifiés, ne veulent pas. Puis, il y a une part d'immigrés très qualifiés mais il arrive souvent que leurs compétences ne soient pas reconnues dans le pays d'accueil. »

Idée reçue : « Moins exigeants, ils font baisser les salaires »

Réalité : Une partie de plus en plus importante des immigrés est originaire de pays pauvres et est

moins qualifiée comparativement aux natifs. Cela crée une concurrence mitigée sur le marché de l'emploi peu qualifié chez les natifs.

Frédéric Docquier a calculé l'impact sur les salaires des non-qualifiés. « En faisant l'hypothèse de plein-emploi des immigrés, la perte sur le salaire est de 5 € par mois pour un salaire de 1600 €. » En sachant qu'à long terme, environ 60 % des réfugiés entrent dans la population active, l'impact est proche de zéro.

Idée reçue : « Ils reçoivent

plus d'allocations, ce qui coûte trop cher à l'État... »

Réalité : « C'est difficile à comprendre car en moyenne, peu qualifié et avec beaucoup d'enfants, l'immigré a plus d'allocations qu'un natif, répond Lionel Ragot qui a étudié l'impact en France. Mais la population d'immigrés est concentrée entre 20 et 55 ans et payera donc plus que ce qu'elle reçoit une fois qu'elle a trouvé un travail. » Des résultats confirmés côté belge par Frédéric Docquier. « En moyenne, comme ils sont plus jeunes, même peu qualifiés, ils contribuent plus que ce qu'ils ne re-

çoivent. Quand on fait la différence entre taxes et transferts que les immigrés reçoivent ou payent, on arrive à un solde positif de 0,76 % du PIB, ce qui vient compenser la perte sur le salaire. »

Avec tous ces chiffres, tonton Michel a sa réponse : non, l'immigration ne coûte pas plus cher à l'économie. ■

À terme,
l'immigration a donc un impact neutre sur le marché de l'emploi.

La discrimination nuit à l'entreprise

La discrimination à l'embauche a déjà été étudiée : un CV avec un nom à consonance étrangère a moins de chance d'être sélectionné que le même CV au nom de « Pierre Dupont ». Cette fois, William Parienté, professeur d'économie à l'UCL, s'est intéressé à la discrimination au travail. Ainsi, le chercheur a étudié le comportement des managers et des travailleurs au sein d'une grande entreprise française pendant l'année 2014.

Les résultats sont clairs : quand on embauche un travailleur dans des préjugés négatifs, ceux-ci se confirment. Au contraire, si le manager est moins discriminant, la productivité du travailleur issu de l'immigration est même supérieure à celle des natifs.

Moins de suivi

Pour arriver à cette conclusion, le chercheur a d'abord étudié comment un manager pouvait être discriminant avec les travailleurs issus de l'immigration. Il ne s'agit pas d'actes méchants ou gratuits, c'est plus subtil. « Inconsciemment, certains vont plus facilement associer un profil d'immigré avec le fait d'être un mauvais employé, précise le chercheur. Ils auront alors tendance à moins interagir avec les travailleurs d'origine étrangère. Il y aura donc moins de suivi et de supervision. »

Quand un employé issu de l'immigration travaille avec un manager discriminant, leur productivité au travail baisse. « Ils sont plus souvent absents et travaillent moins d'heures par jour. Ils sont aussi moins rapides pour recevoir les clients à leur caisse. »

Inversement, les employés sont plus productifs avec des managers non-discriminants. « Cela montre que dans un monde sans discrimination, ces employés seraient meilleurs que l'employé moyen. »

Dans le schéma de discrimination, tout le monde y perd : l'entreprise en termes de productivité et l'employé qui peut avoir une répercussion à long terme sur ses prochains contrats.

Pour William Parienté, la première piste de solution, c'est une meilleure formation des managers sur les conséquences de la discrimination. « Ensuite, on observe que les effets sont plus importants là où il y a moins de diversité. » Avoir plus de mixité en entreprise constituerait donc une deuxième piste de solution. ■ **M.-L.M.**

Laisser le temps de trouver un job

Pour que l'immigration n'ait pas d'impacts négatifs sur l'économie, l'insertion professionnelle est un élément primordial afin que les personnes puissent contribuer à l'impôt. Mais de quoi dépend cette insertion ? « *C'est une question de temps* », répond Andrea Rea, professeur de sociologie et spécialiste de la question à l'ULB. Il a étudié l'insertion professionnelle de toutes les personnes qui ont obtenu un statut de réfugié entre 2003 et 2006. Cela représente 4 486 réfugiés suivis pendant quatre ans pour étudier leur insertion sur le marché du travail.

Quand ils viennent d'obtenir le statut de réfugié (en début de période donc), on compte 17 % de personnes qui travaillent déjà. Au bout de quatre ans, la population active (travailleur ou chercheur d'emploi indemnisé) est montée à 57 %. Le nombre d'actifs augmente donc avec le temps.

Inversement, le nombre de personnes bénéficiant du re-

venu d'intégration social du CPAS diminue passant de 70 % à 25 % après 4 ans. Les 15 % restant en fin de période sont des personnes qui ne sont pas sur le marché du travail.

Région, célibat, origine et âge

Ce taux d'insertion professionnelle dépend de plusieurs facteurs.

Le premier, c'est **la région** : un réfugié a deux fois plus de chances de trouver un emploi en Flandre qu'en Wallonie. « *Le marché du travail offre plus d'opportunités au nord qu'au sud du pays* », commente le chercheur.

Ensuite, les chefs de ménages travaillent plus que les **célibataires**. Comme chez les natifs, les mères célibataires ont du mal à concilier leurs missions de mère avec un travail. « *Ce sont les personnes qui restent au CPAS pendant toute la période. Il manque une politique spécifique à leur égard qui permettrait de les accompagner à trouver une crèche, une école etc.* », note Andrea Rea.

Un autre facteur est le pays d'origine. « *Le taux d'emploi était plus élevé chez les personnes issues d'Afrique sub-saharienne*

plutôt que les Caucasiens ou les Tchétchènes. »

Enfin, les personnes entre 20 et 40 ans, comme dans la population belge, a plus de chance de trouver du boulot.

Un bon point pour Peeters

Ceux qui avaient un job avant d'obtenir le statut de réfugié et qui travaillaient donc en tant que demandeur d'asile ont une probabilité plus élevée d'obtenir un job. « *Il faut donc inciter les demandeurs d'asile à travailler. Une des premières mesures prises au moment de la crise des réfugiés en 2015 était de diminuer la période d'attente pour obtenir le permis de travail de 6 mois à 4 mois. C'est une bonne mesure pour inciter à entrer sur le marché du travail très tôt.* »

Reste à pouvoir poser ses valises quelque part en Belgique pour bénéficier du parcours d'intégration, apprendre le français et être accompagné d'un point de vue administratif. Et là, le problème de l'accompagnement pour trouver un logement une fois le statut obtenu est toujours d'actualité. ■

M.-I.M.